

faire une révision interne : le principe de la rotation doit être appliqué à l'intérieur de la gauche et d'abord à Shimon Pérès qui est, certes, un homme politique éminent, mais un mauvais candidat.

Pérès est un personnage de tragédie. Il est pourtant tellement plus doué que son adversaire, plus perspicace et plus responsable, mais si incapable de mener à bien ses idées. Le problème du Maarakh ne se limite pas à la seule personne de Pérès. C'est également celui de l'ancien Israël qui a perdu le soutien du nouvel Israël. Un problème plus tribal qu'idéologique. Espérons seulement que la nouveau gouvernement, dont le rabbin Loubavitcher de Brooklyn sera le pivot, ne provoquera pas des catastrophes qui empêcheront de procéder aux changements nécessaires au sein de la gauche.

Nahum BARNÉA,
Koteret Rachit, 3 novembre 1988.

C'EST BON POUR ISRAËL

D'abord et avant tout, c'est bon pour Eretz Israël. Ses détracteurs ont été enfin neutralisés ici et à l'étranger. Il est bon qu'on sache également à l'étranger (le Maarakh et ses amis ont su appeler les juifs de la diaspora à leur secours pour nos urnes) que malgré toutes les difficultés démographiques, malgré l'aspiration naturelle à la paix, malgré le prix que l'on paye en Eretz Israël, ceux qui veulent livrer nos racines, nos villes et nos montagnes aux Arabes n'ont pas obtenu la majorité dans ce pays.

C'est sans conteste une nouvelle réussite d'Ytzhak Shamir dans son nouveau rôle de modérateur, et il s'avère excellent dans ce domaine.

Il ne suffit pas d'empêcher une « paléstinisation » de la Judée-Samarie (l'autonomie de Begin en est également une) et une conférence internationale. Après cette première réussite, il faut se consacrer immédiatement et énergiquement (même si

nous perdons le pouvoir) à une judaïsation de la Judée-Samarie qui soit, en tous points, aussi irréversible que notre présence en Galilée, Sharon et dans la vallée de Jizréel. Ceux qui ne prônent pas actuellement le transfert des Arabes peuvent et doivent, en revanche, programmer un transfert de Juifs, sinon de la diaspora, du moins du ridicule Goush Dan, dans les entreprises, industries et sociétés agricoles de toute la Judée-Samarie. Maintenant que les chaînes de l'« union nationale » sont brisées (elle a déçu parce qu'elle n'était pas le moins du monde sioniste), aucun prétexte et aucune contrainte ne seront plus invoqués au nom de la coalition.

Les résultats des élections sont bons aussi pour le peuple d'Israël. Plus précisément, ils ont de fortes chances d'être bons pour lui. Mais à condition que le pays soit véritablement peuplé, et judaïsé et libéré de ses ennemis. Les résultats indiquent une montée des religieux, et plus particulièrement des orthodoxes, considérés hostiles au sionisme. Il est inutile de préciser qu'il faut les différencier mille fois des « non-sionistes » de gauche ou arabes, sur lesquels le Maarakh est prêt à s'appuyer (où va le sionisme !) pour former un gouvernement de la « paix », c'est-à-dire du retrait.

Pour permettre la formation d'une coalition nationale digne de ce pays, il est également juste de renoncer au principe de la laïcité, du cinéma le samedi soir, et à la conversion. Par ailleurs, il est aussi nécessaire d'exiger du gouvernement Shamir la judaïsation de la Judée-Samarie que de faire porter le fardeau de la nation et de sa défense par les élèves des écoles talmudiques. (...)

Plus les religieux insisteront dans les négociations sur une judaïsation accrue de l'État d'Israël (et cela n'est pas moins « cacher » que les valeurs de la démocratie occidentale défendues par Ratz ou Mapam), mieux ils pourront, aux côtés de la droite politique (Tehiya, Moledet, Tso-

met), faire revivre le sionisme en Israël, dans les écoles, la législation, etc. (...)

Israël ELDAD,
Yediot Aharonot, 4 novembre 1988.

TERRITOIRES, RELIGION ET DISCRIMINATION ETHNIQUE

(...) Si 1977 est resté gravé dans l'histoire de l'État comme l'année du grand bouleversement politique, de l'accession du Likoud au pouvoir et de l'installation du Maarakh, héritier de l'historique Mapaï, dans l'opposition ; si 1984 a vu l'instauration d'un gouvernement d'union nationale, le mariage de la droite et de la gauche envers et contre toutes les lois de la politique, alors les élections de 1988 ont instauré l'ère de la « révolution orthodoxe » en Israël. Révolution religieuse mais encore « orthodoxe », et non fortuite. Le problème ne réside pas dans les 18 sièges que la population a accordés à tous les partis religieux, mais plutôt dans la douzaine de mandats qui sont revenus aux « orthodoxes » parmi eux. Cela se traduit par l'attribution d'une puissance parlementaire et d'un pouvoir extraordinaires à des partis antisionistes qui, de par leur nature même, se sont opposés à la fondation de l'État d'Israël laïque et n'ont pas accepté, jusqu'à ce jour, l'existence d'un Parlement souverain et laïque. Des rabbins qui en ce vingtième siècle sont capables de jeter l'anathème et de proférer des imprécations les uns contre les autres, qui invoquent le Créateur pour accabler d'injures leurs adversaires et bénir leurs partisans, ceux-là feront pencher la balance et détermineront la nature du prochain gouvernement et son chef de file.

Dix-huit députés religieux siègeront à la douzième Knesset, dont une douzaine de fervents orthodoxes. La plupart n'ont pas fait leur service militaire, et ils déclarent ouvertement leur intention de libérer des obligations militaires un nombre croissant d'élèves des écoles talmudiques. Demain,

ces mêmes personnes peuvent se retourner contre le gouvernement et la Knesset, afin qu'Israël, Dieu nous en préserve, fasse la guerre une fois de plus. Seuls eux et leurs fils n'y participeront pas. Cela ne suffit-il pas à concrétiser l'ampleur du scandale ?

On doit se demander d'où viennent subitement ces dizaines de milliers de voix accordées à ces partis et pourquoi elles ne figuraient pas, la veille des élections, dans les prévisions.

(...) La population a viré à droite, voilà un fait qu'il n'est pas nécessaire de prouver. Le succès des religieux, en général proches des milieux nationalistes, fait partie intégrante d'un phénomène global définissable en termes socio-démographiques : c'est la combinaison de la terre, de Dieu et de la discrimination ethnique. D'une certaine manière, cet amalgame a assuré la victoire du bloc de la droite.

La terre, ce sont les territoires, baptisés non par hasard Judée, Samarie et bande de Gaza par le camp nationaliste. Selon une croyance qui prend racine dans les textes sacrés, ces territoires appartiennent au peuple d'Israël. Le fait qu'un million et demi d'Arabes soient nés et vivent dans ces territoires et se considèrent Palestiniens à tous points de vue, c'est-à-dire comme une entité nationale définie aspirant légitimement à l'indépendance territoriale et politique, ce fait même laisse indifférent tous ceux qui s'accrochent à l'idée de patrimoine. Avec ou sans Intifada, avec ou sans un million et demi de Palestiniens, les adeptes de la loi nationaliste et/ou messianique sont convaincus que ces territoires sont les nôtres et le resteront à jamais.

Dieu est aussi de la partie car, nous le savons bien, il s'est rangé du côté du peuple d'Israël et il nous sauvera de tous les maux, même si le monde entier est contre nous. Il suffit de dire « il faut avoir la foi » et tout se mettra en place. A quoi nous servirait une conférence internationale qui ne conduirait qu'au désastre ? Il est possible d'avoir et les territoires et la paix, Dieu pourvoira au reste.